



*Cycle de rencontres*

*« Lien social et performance dans le Languedoc-Roussillon »*

**« La dette et le citoyen :  
face à l'endettement des Etats, quels nouveaux rôles  
pour les entreprises et les citoyens ? »**

*27 mars 2012*

*Groupe Sup de Co Montpellier*

**SYNTHESE DE LA RENCONTRE**

**Avec le soutien de**



A l'invitation de Didier Jourdan, directeur du Groupe Sup de Co Montpellier et en partenariat avec le réseau ODISSEE, près de 250 étudiants et professionnels de la région Languedoc-Roussillon se sont réunis le 27 mars dans le grand amphithéâtre du Groupe Sup de Co Montpellier pour débattre autour de la question « *La dette publique et le citoyen* ».

La rencontre s'est ouverte sur la présentation d'une synthèse des réponses des participants au questionnaire préparatoire. Trois professionnels étaient invités à éclairer le débat en tant que grands témoins :

- Elisabeth Viola, *Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts du Languedoc Roussillon* ;
- Marie-Anne Kraft, *Groupe Crédit Agricole, spécialiste du sujet des finances publiques et auteur d'un livre « La révolution humaniste » (Ed. Salvator)* ;
- Christophe Daubié, *Directeur de Sanofi-Aventis Montpellier et Cluster Grand Sud*.

Les débats ont été animés par Jean-François Chantaraud, délégué général de l'Odissée.

## « La dette publique » en chiffres

Jean-François Chantaraud a d'abord rappelé **les enjeux et les chiffres clés** de la dette publique :

### Déficit public

- En 2011, le déficit public a été de 103 milliards d'euros soit 5,2% du PIB (*source INSEE*)
- L'Etat est en déficit depuis 1975 : ses dépenses sont supérieures à ses recettes (essentiellement fiscales). La situation a empiré depuis la crise de 2008, mais la crise n'explique qu'un tiers du déficit actuel, le reste étant un déficit de fonctionnement structurel ;
- Plutôt qu'en % du PIB, il est intéressant de regarder les chiffres en valeur absolue : le déficit public en 2011 a ainsi été équivalent à la moitié des recettes de l'Etat ! (103 milliards d'euros de déficit pour 201 milliards d'euros de ressources nettes – *Source : Loi de finances 2011*)
- Ce déficit comprend une importante charge financière de la dette (intérêts d'emprunt), d'un montant de 49 milliards d'euros en 2011, soit 2,5% du PIB : ce montant est presque égal au montant de l'impôt sur le revenu (59,5 Mds €) ou de l'Impôt sur les Sociétés (56,7 Mds €). Cette charge financière, qui représente uniquement les intérêts de la dette, sans remboursement de capital, constitue à présent le poste budgétaire le plus important de l'Etat, dépassant le budget de l'éducation ;
- Le solde budgétaire de l'Etat, hors remboursement d'intérêts de la dette, est très négatif : si la France ne trouvaient plus de créanciers pour financer ses déficits, elle ne pourrait plus payer ses fonctionnaires ;
- L'Etat est en déficit depuis plus de trente ans. Ces déficits annuels cumulés incrémentent la dette publique : l'Etat emprunte pour combler ses déficits puis se retrouve dans une situation où il doit emprunter pour rembourser sa dette et payer ses intérêts. Il est en situation de surendettement.

### Dette publique

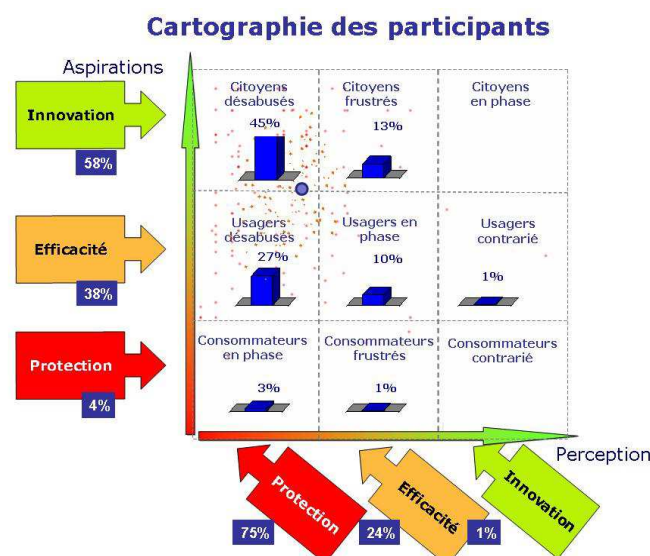
- Depuis plus de trente ans, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, n'ont pu endiguer cette dette. Partant d'un niveau de 20% du PIB en 1978, la dette atteint maintenant un niveau record : 1 717 milliards d'euros en 2011, soit 86% du PIB. On atteint à ce seuil un effet « boule de neige » où il devient très difficile de rembourser car cette dette génère des frais financiers qui plombent le budget de l'Etat et augmentent les déficits qui eux-mêmes incrémentent la dette.

- La dette publique handicape la croissance : 2,5% de PIB payés en frais financiers (théoriquement par les impôts), c'est autant d'argent en moins pour nourrir l'économie et la croissance ...
- La dette publique française est détenue aux 2/3 par des investisseurs étrangers et 1/3 par des investisseurs français, essentiellement des fonds de pension, des assurances et des banques, très peu par des particuliers. Cela rend la France particulièrement vulnérable aux variations des taux d'emprunt sur les marchés financiers. A l'inverse, au Japon, malgré une dette publique excédant 200% du PIB, 95% de cette dette est financée par les épargnants individuels, ce qui rend la dette japonaise moins « dangereuse » pour l'économie, car moins soumise aux lois du marché et au risque d'envol des taux d'intérêts.
- Si la confiance des marchés en la capacité de l'Etat français à rembourser sa dette baisse, les taux auxquels la France emprunte risquent d'augmenter ce qui constitue un réel danger pour l'économie française. Notre taux d'emprunt est aujourd'hui à 3,5%. Celui de l'Italie est à 7%. Si notre taux rejoint celui de l'Italie, le coût de notre dette peut potentiellement doubler, ce qui reviendrait à la nécessité de doubler le montant des impôts pour pouvoir le couvrir !
- Il est intéressant de voir que le problème n'est pas spécifique à la France. Une cartographie des pays de l'Union Européenne permet de nous situer par rapport aux autres pays européens selon le niveau de déficit et de dette en % du PIB : la France se situe parmi les 8 pays qui allient les plus importantes dettes publiques avec les soldes publics les plus déficitaires ;
- Même en ramenant le déficit public annuel à zéro, ce qui figure dans les objectifs de certains candidats à l'élection présidentielle, à plus ou moins brève échéance, comment vivre avec cette dette publique, ce boulet légué aux générations futures ? Comment l'endiguer ?

## La synthèse des réponses au questionnaire préparatoire : un support à la réflexion collective

Avant d'ouvrir le débat, ont été présentés les résultats d'une enquête réalisée auprès des participants en amont de l'évènement, qui rend compte de leur perception sur le sujet, de leurs attentes et de leurs propositions.

Le schéma suivant croise pour chacun des répondants ses aspirations en matière de réponse à la crise – stratégie de protection, de renforcement de l'efficacité ou de développement de l'innovation) et sa perception de l'attitude actuellement adoptée, de façon globale par la société française, pour répondre à cette crise.



Les réponses au questionnaire témoignent de la perception globale d'une société plutôt bloquée, défensive, qui recherche davantage des mécanismes de protection, que des mécanismes de renforcement de l'efficacité ou de développement de l'innovation, pour faire face à la crise.

En revanche, les aspirations des répondants sont majoritairement tournées vers l'innovation et la recherche d'efficacité. Cet écart entre les aspirations et la réalité explique un état d'esprit de citoyens surtout désabusés et frustrés, mais avec une volonté d'améliorer la situation.

Le questionnaire laissait également la possibilité à chaque répondant de formuler des propositions, qui ont été classées en trois rubriques selon les acteurs concernés : l'Etat, les entreprises et les personnes, selon leur degré de complexité. La synthèse des propositions est représentée dans ce tableau :

**Nouveaux modèles de fonctionnement  
et de développement en temps de crise**

Etat	Entreprises	Personnes
Impulser de nouvelles stratégies de développement	Faire évoluer leur modèle de développement	Revoir son mode de vie
Equilibrer le budget de l'Etat	Renforcer leur efficacité	Développer son employabilité
Protéger les acteurs français	Réduire leurs coûts	Faire des efforts, réduire son train de vie
Etat impuissant	Entreprises impuissantes	Personnes impuissantes

## **Le débat : réflexion et propositions autour de la résorption de la dette publique**

En réaction aux chiffres présentés et aux résultats du questionnaire préparatoire, les participants ont émis de nombreuses réflexions et propositions, pour certaines très concrètes, sur des mesures précises d'économies par exemple dans le domaine de la santé, pour d'autres élargissant le cadre de la réflexion au « modèle » de société trop centré sur l'argent, sur des valeurs matérialistes et individualistes, une société prise au piège de la consommation effrénée et de l'endettement, oubliant souvent l'humain.

Les solutions avancées lors du débat pour endiguer la dette publique sont les suivantes :

- augmenter les recettes fiscales (surtout des plus favorisés ...)
- baisser les dépenses publiques,
- autoriser l'Etat à emprunter à la banque centrale (BCE dans le contexte de l'euro) à un taux faible, voire nul, même si cela génère de la création monétaire et de l'inflation (à contrôler),
- trouver de nouvelles sources de croissance pour relancer l'économie et l'emploi, ce qui génère à la fois de nouvelles recettes fiscales et diminue les déficits sociaux,
- ne plus rembourser la dette, ou appliquer une décote comme on l'a fait pour la Grèce, les créanciers prenant leur perte ...
- dévaluer fortement l'euro ou sortir de l'euro pour pouvoir dévaluer (mais la dette étant libellée en euros, cette mesure renchérirait la dette et aggraverait la situation ...).

Ne plus rembourser la dette ou la rembourser partiellement entrainerait une perte de confiance des investisseurs et une grande difficulté à renouveler les emprunts alors que nous sommes en déficit primaire (l'Etat est structurellement déficitaire ...). Cela se traduirait soit par la cessation de paiement (une partie des payes et des retraites des fonctionnaires ne pourrait plus être payée, donc crise sociale), soit par une hausse vertigineuse du taux sur les nouveaux emprunts (rappelons le taux de 32% sur la dette Grecque), compensant la décote de capital à rembourser par un surcoût de frais financiers.

Parmi les pays qui ont réussi à retrouver ou à maintenir leur note AAA, remarquons que cette efficacité s'est payée au prix soit d'un désastre environnemental (comme au Canada), soit d'une dégradation des contrats de travail, de leur durée, des prestations sociales (comme en Suède), soit d'une plus grande précarité et l'acceptation de salaires à 400 €/mois (comme en Allemagne). Le citoyen doit-il forcément accepter des sacrifices, une dégradation de sa condition humaine, pour satisfaire à des objectifs financiers et payer une dette générée non par lui aujourd'hui, mais par ses parents hier ?

Est-ce qu'une politique fiscale plus avantageuse à l'égard des entreprises, à l'instar de l'Irlande dont l'Impôt sur les sociétés est à 13% (comparé à 33% pour la France), permettrait en relançant l'économie, en favorisant l'installation d'entreprises et la création de nouveaux emplois, de générer plus de recettes que cette baisse d'impôt ?

Faudrait-il changer de modèle, de paradigme ? Essayer par exemple le modèle de « flexécurité » à la Danoise ?

## **Le rôle de l'entreprise**

De façon globale, mais encore plus face à la crise actuelle, les entreprises ont, selon les participants, une responsabilité sociale, elles doivent contribuer à la réduction des déficits par l'innovation, la recherche de nouveaux modèles économiques.

Mais certains professionnels ont souligné le fait que la France était d'une façon générale imprégnée d'une culture de la rente et de la dette. Personne ne veut plus prendre de risques. Ainsi, les entreprises françaises sont davantage financées par l'emprunt que par leurs fonds propres, car lorsqu'elles ont besoin de capitaux, elles préfèrent emprunter aux banques plutôt que d'ouvrir leur capital à des investisseurs et de lever des fonds propres.

Par ailleurs, d'autres ont souligné le fait qu'une majorité de jeunes préfère trouver un emploi dans une grande entreprise plutôt que de se lancer dans la création ou de contribuer au développement d'une PME.

C'est l'un des freins au dynamisme économique : le manque d'esprit d'entrepreneuriat et d'investissement, qui s'accompagne d'une culture d'acceptation du risque et qui suppose que les investisseurs et les banquiers fassent confiance aux porteurs de projets innovants.

## **Le rôle de l'Etat**

Au-delà de la réduction des dépenses et de l'augmentation des recettes publiques, qui peuvent se révéler selon certains de fausses bonnes idées en bloquant la croissance, deux propositions originales à destination de l'Etat ont été formulées :

- **Créer un Livret D** (D comme dette), sur le modèle du *Livret A*, qui abonderait un fonds destiné à « racheter la dette » de l'Etat, c'est-à-dire à acheter les nouveaux emprunts émis par l'Etat, à un taux très bas mais restant attractif pour les épargnants.

Il s'agirait d'une sorte de réappropriation de la dette publique par les citoyens eux-mêmes, en tant qu'épargnants responsables, ce qui immuniserait la dette du risque d'envol des taux d'intérêts et la rendrait insensible aux agences de notations. On peut rappeler ici que l'épargne totale des Français est d'environ 5 000 milliards € et leur épargne annuelle environ 17% de leurs revenus.

- **Instaurer la notion d'amortissement dans la comptabilité publique** afin de rendre transparents et lisibles, en les dissociant l'une de l'autre, la « bonne dette » d'une part, c'est-à-dire celle qui finance les investissements durables qui profiteront aux générations futures (hôpitaux, universités, routes, ...), et la « mauvaise dette » d'autre part, celle qui provient du cumul des déficits de fonctionnement et des frais financiers d'intérêt afférents. Il faut absolument isoler cette dernière dans la comptabilité publique et tout faire pour la rembourser, ne pas la laisser aux générations futures.

## **Le rôle des citoyens**

Le débat a conduit à identifier que l'une des principales clés pour prendre en charge efficacement le problème de la dette réside dans le développement d'une prise de conscience et d'une responsabilité collective : il est très difficile de mettre en place des réformes qui vont supposer d'imposer des sacrifices à la population. Les élus veulent plaire à leurs électeurs pour être réélus et sont, du coup, réticents à tenir un discours de vérité et à prendre des mesures qui s'avèreraient impopulaires tant que les électeurs ne sont pas suffisamment éclairés, conscients, responsables.

Les participants ont ainsi souligné que les chiffres présentés en introduction des débats ont été très éclairants, mais qui en France est informé de ces chiffres, qui est conscient du problème ? Les politiques n'osent pas en parler, ils ne veulent pas effrayer la population, ils bercent les électeurs avec des paroles qu'ils préfèrent entendre.

La responsabilité citoyenne doit prendre en compte la dimension financière, sociale, environnementale : dépenser responsable (bio, produit en France, réduction de sa consommation, économies d'énergies...). Mais en est-on capable ? Ainsi, par exemple, quand on achète un produit fabriqué en France, environ 50% du prix correspond à des charges sociales et fiscales, qui entrent donc en recette dans les finances publiques, diminuant d'autant le déficit. Par ailleurs, privilégier l'achat de biens fabriqués en France permet également de créer (ou au moins de maintenir) des emplois en France et de réduire le déficit commercial extérieur, car l'augmentation de la consommation de produits fabriqués en France entraîne par compensation une baisse de la consommation de produits importés et donc à terme une baisse des importations.

Il convient donc de commencer par vaincre l'ignorance, rendre les citoyens conscients de cette situation, comptables de leur responsabilité à l'égard des générations futures, que les citoyens mettent en phase leur vie, leur comportement individuel, voire leur décision en tant qu'électeur et aussi épargnant, en phase avec le collectif, avec le sens de l'intérêt général.

## **En conclusion**

Cette dette colossale constitue une vraie bombe à retardement, la bombe sociale d'un conflit inter-générationnel : jusqu'où les jeunes de demain vont-ils accepter à la fois de subir le paiement des retraites de leurs aînés et le remboursement de leurs dettes de fonctionnement passées parce qu'ils auront vécu au-dessus de leurs moyens ?

Nous sommes tous responsables de la situation, mais personne n'est coupable. Les seuls acteurs à dénoncer la dette publique sont ceux qui, au choix, accusent les riches, les banquiers, les fonctionnaires, les subventionnés, les retraités, les dirigeants, les grévistes, les chômeurs, les immigrés, les élus,... Il faut rejeter ceux qui prétendent que la solution suppose de monter les acteurs les uns contre les autres. Personne ne détient seul la solution, à commencer par ceux qui veulent diriger les affaires publiques. Ni même l'Etat, dont on ne voit pas comment il réussirait à augmenter ses recettes de 50%, ou baisser ses dépenses d'un tiers, sauf à renégocier sa dette avec ses prêteurs... Au contraire, l'ampleur de la dette est telle que nous devons convoquer chaque personne à activer sa propre créativité, son envie de mieux comprendre et mieux faire, son esprit d'initiative, ses compétences, son courage, sa force de travail et son sens des responsabilités. Chaque organisation publique et privée devrait systématiser l'implication de chacun de ses interlocuteurs dans la recherche de l'excellence via une remise en question constructive et continue ! Partout, dans les entreprises, les administrations, les collectivités territoriales, les écoles, les associations, il convient **d'instaurer des mécanismes de partage des faits et de circulation des idées** afin de mieux discerner les enjeux et opportunités, concevoir et reconnaître les projets les plus ambitieux, puis les mettre en œuvre avec l'énergie et le talent de tous ! Une culture de responsabilité de chacun vis-à-vis de tous est la clé de la performance durable de la société.